

Discours de Nadine VIVIER

Présidente de l'Académie d'agriculture de France

Notre séance solennelle de rentrée est, comme celle des autres académies, destinée à honorer les lauréats des différents prix et médailles décernés et faire connaître leurs travaux de recherche qui ont un fort impact sur le monde agricole. La séance solennelle dresse aussi le bilan des activités et des projets de travail que notre secrétaire perpétuel, Constant Lecoœur, présentera.

Nous sommes heureux de la présence nombreuse des lauréats qui incarnent les avancées scientifiques, puisque la première de nos vocations est de nous tenir constamment informés des découvertes scientifiques et y réfléchir afin de pouvoir ensuite les diffuser. En effet notre Académie n'est pas un laboratoire de recherche mais les membres sont des chercheurs ou des praticiens en activité ou en retraite et ils sont tous concernés par ces travaux. C'est sur ce caractère vital de la recherche que je voudrais insister aujourd'hui.

Je ne peux pourtant pas éviter de dire un mot de la crise de la Covid, car elle a mis en pleine lumière notre besoin d'innovation.

Durant les mois de confinement et durant l'été, notre Académie a continué à fonctionner, accélérant son virage numérique. Je me dois de souligner le dévouement, la réactivité et l'efficacité du secrétaire perpétuel et du trésorier perpétuel, du vice-trésorier qui a œuvré pour nous équiper d'instruments numériques performants et des autres membres du bureau, du directeur de la communication et du développement, et des assistantes qui ont assumé des tâches plus complexes qu'à l'habitude. Je leur exprime notre reconnaissance, encore plus méritée cette année où elles et ils ont dû s'adapter à des conditions nouvelles et improviser des solutions techniques.

Les membres de notre Académie eux-mêmes se sont mobilisés, doublement. Ils ont activement participé à la plateforme interacadémique initiée par l'Académie des technologies et qui réunit les membres de cinq académies. Parallèlement, ils ont contribué à un forum interne de réflexion sur la Covid. Malgré la multiplicité d'écrits sur la Covid, souvent dominés par les réactions émotionnelles, ils ont préparé la publication de leurs textes. Essayant de dépasser le trop court terme, une soixantaine d'académiciennes et académiciens ont travaillé pour réaliser un ouvrage qui paraît aujourd'hui. Fondé sur l'idée que la crise est une opportunité et un catalyseur, l'ouvrage essaie de comprendre l'impact du coronavirus et d'expliquer les évolutions possibles et souhaitables de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement.

Dans ce contexte, la recherche scientifique revêt une importance accrue qui est actuellement au cœur des préoccupations du gouvernement et des parlementaires.

Qu'apporte de nouveau la Covid, au-delà de la conscience de notre fragilité face à l'alimentation et à la mort, fragilité que nous avons eu tendance à oublier ? Les thèmes majeurs en 2019 étaient déjà le changement climatique et la mondialisation des échanges qui entraînent une circulation accrue et plus rapide de toutes les espèces terrestres et aquatiques (plantes, insectes et virus); les exigences sociales pour le respect de l'agroécologie et l'environnement et sa biodiversité. La pandémie y a ajouté la conscience de la dépendance (d'où la volonté d'indépendance alimentaire) et la vulnérabilité de notre société : le problème fondamental de l'accès à la nourriture pour tous, donc d'une solidarité accrue.

L'agriculture est concernée par tous ces défis : réduire les émissions des gaz à effet de serre, contribuer à stocker du carbone, territorialiser l'agriculture en diversifiant ses productions, lutter contre les maladies et les prédateurs tout en préservant la biodiversité, améliorer encore la qualité gustative et sanitaire des aliments, etc., sans oublier les aspects sociaux, les plus difficiles à résoudre : comment obtenir une meilleure rétribution pour les producteurs et pourtant offrir à tous un meilleur accès à la nourriture.

Le CESE (Conseil économique, social et environnemental) « fait le constat d'un risque de décrochage français de l'effort de recherche. Pourtant, cet effort est crucial pour conduire les mutations profondes, notamment environnementales et numériques, auxquelles nous sommes confrontés. Le projet de loi de programmation pluriannuelle pour la recherche représente un levier historique pour réussir la reconquête scientifique de la France avec une recherche fondamentale d'excellence, de mettre la recherche et l'innovation au cœur des nouveaux modèles sociétaux et enfin, de positionner la France en acteur incontournable de la construction d'une Europe forte de la recherche et de l'innovation.» (*Avis du CESE sur la programmation budgétaire du projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche, Journal officiel, 24 mai 2020*)

Agriculture, Alimentation et Environnement sont au cœur des principaux défis actuels et ont donc un besoin vital de recherche. Le défi est d'autant plus important pour l'agriculture française, qu'elle jouit à l'étranger d'une bonne réputation pour la qualité de ses productions et ses efforts envers l'environnement.

La spécificité des besoins de recherche de l'agriculture et de l'alimentation est à la fois celle d'une recherche fondamentale explorant le vivant, la nature, les sociétés, l'économie et celle d'une recherche appliquée, pour l'agriculture, l'agroalimentaire et l'environnement. Elles doivent être utilisables par les agriculteurs et adaptées aux conditions naturelles des différentes régions, au projet de l'exploitant, de son environnement local aussi bien que son insertion dans le marché national et mondial. Cette recherche est forcément pluridisciplinaire : « Les principaux défis sociétaux nécessitent

une collaboration active entre les disciplines, notamment entre sciences humaines et sociales et sciences dites « dures ». (Loi de programmation pluriannuelle de la recherche, rapport du groupe de travail 1, p. 58)

Dans le domaine agricole, les études de recherche et développement sont souvent un processus long, car les innovations doivent ensuite être adaptées aux conditions locales, et ce transfert ne peut se faire qu'en coopération étroite avec les agriculteurs. Ces recherches et leurs applications sont menées conjointement par une **coopération des secteurs privé et public** : d'une part la recherche publique, de l'INRAE, du CIRAD et des établissements d'enseignement supérieur, d'autre part la recherche privée des instituts techniques agricoles, qui travaillent sur le transfert de l'innovation pour raccourcir les délais d'adoption et les chambres d'agriculture qui œuvrent avec l'appui de stations expérimentales et de groupes de développement agricole.

Le transfert est ensuite crucial car il nécessite l'acceptation par les agriculteurs et par les consommateurs. Une image traditionnelle aux yeux des citoyens est celle d'agriculteurs lents à bouger. C'est exact en ce sens qu'il faut au minimum une année pour changer les plantations, les outillages, sans parler des circuits commerciaux. Mais c'est totalement faux si nous observons les changements accomplis sur les fermes en 50 ans : méthodes de culture et d'élevage, utilisation du numérique, du GPS pour des opérations de grande précision, etc.. Le principal frein aux transformations est financier (crédit et assurances). L'agriculture exige maintenant des investissements considérables. Le plan de relance publié le 3 septembre 2020 le prend en compte. Il prévoit « un investissement massif en faveur de la transition écologique ». Des crédits sont annoncés pour la conversion à la culture bio, au secteur de l'élevage et au bien-être animal, à l'amélioration des peuplements forestiers, aux projets agroalimentaires locaux. Il n'oublie pas la stratégie de relance de la recherche et développement ainsi que la volonté de faire mieux connaître l'enseignement agricole pour attirer vers ces emplois.

Outre la préoccupation d'assumer financièrement tous ces investissements face à des revenus fluctuants, les agriculteurs subissent aussi la pression des consommateurs et celle d'associations qui détruisent les champs, les cultures ou les animaux. Ces violentes critiques, cette spirale dépréciative envers leur profession qui exige un dur labeur comptent parmi les facteurs qui poussent à tant de suicides d'agriculteurs.

Ce manque de confiance de la population envers les agriculteurs s'inscrit dans un contexte d'une complexité croissante, marqué par l'incertitude et simultanément par le discrédit de la politique, des institutions et des discours d'autorité, parmi lesquels celui des experts scientifiques qui n'ont jamais été autant sollicités. Or, l'opinion publique, répercutée par les médias, exige des certitudes alors que

la science est en perpétuelle évolution. La recherche est destinée à faire progresser les connaissances et chaque avancée remet en cause ce que l'on croyait acquis. Il est donc normal que les opinions divergent et les débats sont un instrument majeur de cette quête scientifique. « La discussion n'est-elle pas le moyen légitime de connaître le vrai ? » disait en 1867 Emile Chevreul (président de notre société)

L'Académie encourage la recherche, vitale en ce moment de profonde transformation du modèle agricole, elle réfléchit aux innovations en organisant des débats, dans un esprit de tolérance, de doute scientifique et de pluridisciplinarité, afin de mieux apprécier les apports matériels et humains de chacune de ces innovations.

Je vais céder la parole à notre secrétaire perpétuel qui présentera le bilan de nos activités dont trois points forts seront exposés par des responsables de ces thèmes. Ils témoignent de l'importance accordée à la recherche pour innover dans les domaines de l'agriculture, l'alimentation et l'environnement ainsi que de notre réflexion sur les conséquences des innovations afin que leur mise en œuvre n'ait pas de conséquences indésirables.